

Jean Chrétien arrive au Bénin

## La Francophonie fait ses premiers pas en terrain politique

### *Le génocide rwandais et la question des droits humains au Nigéria sont à l'ordre du jour*

MICHEL VENNE  
LE DEVOIR



Cotonou — Le premier ministre Jean Chrétien est arrivé hier dans la capitale économique du Bénin pour participer au VI Sommet de la Francophonie, qui marquera l'entrée de cette jeune organisation multilatérale en terrain politique.

Reunis jusqu'à lundi dans ce petit pays d'Afrique noire, les représentants de 49 États qui ont le français en partage vont en effet prendre position sur des questions litigieuses qui touchent aux intérêts de certains de leurs membres, notamment le génocide rwandais et la question des droits de la personne au Nigéria.

Jusqu'à présent, la Francophonie s'était bor-

née à aborder les questions culturelles et techniques, fermant souvent les yeux sur les problèmes de respect des droits humains dans certains pays membres, et ce, en dépit des discours généraux en faveur de la démocratie et de l'État de droit.

Ainsi, le Canada voit comme «un progrès considérable», a dit au *Devoir* le ministre André Ouellet, le fait que les pays africains acceptent de parler de la situation au Rwanda et dans la région limitrophe.

Ainsi, un projet de résolution soumis au sommet au cours du week-end propose que «les éléments extrémistes génocidaires», responsables des massacres qui ont causé la mort de centaines de milliers de



Le premier ministre Jean Chrétien et le président béninois Nicéphore Soglo.

VOIR PAGE A 12: FRANCOPHONIE

SUITE DE LA PAGE 1

Rwandais, soient traduits en justice. Le projet de résolution prévoit également la tenue, sous l'égide des Nations unies, comme le souhaite le Canada, d'une conférence pour débattre du sort des milliers de réfugiés qui se trouvent dans les pays voisins, dont le Zaïre. Le Rwanda refuse d'appuyer la résolution.

La question du Nigéria est différente. Le régime militaire en place a été presque unanimement condamné pour avoir perdu récemment des opposants, dont Ken Saro Wiwa. Le Commonwealth a suspendu le Nigéria de ses instances.

La Francophonie n'ira pas aussi loin et se bornera à inviter le Nigéria à travailler pour le rétablissement de l'État de droit. Cette attitude prudente s'explique de plusieurs façons. Le Nigéria, il est vrai, n'est pas membre de la Francophonie. Mais ce grand pays de 100 millions d'habitants est le voisin immédiat de quatre pays francophones, qui dépendent en quelque sorte de lui au plan économique. Le Bénin est un de ces pays.

Le président du Bénin, Nicéphore Soglo, estime qu'il est préférable pour la Francophonie d'éviter de faire des gestes d'éclat qui ne rapporteraient peut-être rien. «C'est vrai que ce qui est arrivé choque», a dit M. Soglo lors d'un point de presse jeudi. Mais je pense que nous pouvons aider le Nigéria différemment.

Le président béninois note que d'aucuns ont parlé de mettre fin aux ventes d'armes au Nigéria. «Tout le monde sait que ce n'est pas ça qui empêchera les armes d'arriver au Nigéria. Les vraies questions sont occultées.» M. Soglo craint que des condamnations implacables aient l'effet d'isoler le Nigéria et de susciter l'effet inverse de celui escompté en braquant les dirigeants actuels.

Le président du pays hôte croit néanmoins que le Sommet de la Francophonie sera «le sommet de la maturité» sur les questions politiques. Les pays membres s'engageront sur le terrain de la prévention des conflits à l'intérieur des États membres. Ils décideront de doter la Francophonie d'un secrétaire général capable de parler de ces questions au nom de l'organisation.

Cependant, la Francophonie n'abordera pas la reprise

des essais nucléaires par la France dans l'océan Indien. Sujet tabou. De même, la situation du Québec au sein du Canada, même si elle pourrait faire l'objet de quelques discussions dans les couloirs, restera en marge du Sommet.

Les rôles respectifs que jouent le gouvernement fédéral et québécois sont bien délimités par un accord conclu en 1985, qui consacrait le statut de gouvernement participant pour le Québec, comme pour le Nouveau-Brunswick.

«Nous avons un gouvernement national au Canada, il est à Ottawa, a rappelé hier le premier ministre Chrétien. Mais le Québec et le Nouveau-Brunswick peuvent jouer un rôle. Les traditions se sont établies au fil des ans. Nous espérons que ça va se passer comme d'habitude. Il n'y a pas de raison de changer quoi que ce soit. Tout va bien.»

L'entente prévoit que le Canada est seul à pouvoir parler des questions de politique étrangère. Le Québec est libre de ses positions dans le volet de la coopération dans divers domaines de sa compétence, comme la culture ou l'éducation.

Le vice-premier ministre du Québec, Bernard Landry, a aussi réitéré hier son intention de respecter ce partage des

compétences puisque «nous avons perdu le référendum». «Ça facilite nos rapports avec les fédéraux», a-t-il dit.

Il a toutefois répété ce qu'il avait dit à Paris, à savoir que le résultat serré obtenu le 30 octobre donnait à penser que la souveraineté n'est qu'une question de temps, une question de crédibilité chez plusieurs leaders francophones sympathiques au Québec. «Cela change leur regard sur nous.»

Le Nouveau-Brunswick a le même statut que le Québec, mais sa participation est en partie subventionnée par Ottawa en vertu d'une entente établie, à l'époque, par l'ancien ministre conservateur... Lucien Bouchard. Cela n'empêche pas le vice-premier ministre de croire que la participation du Nouveau-Brunswick «a été conçue par Ottawa pour diluer la présence du Québec».

M. Chrétien rencontrera demain en tête-à-tête le président français Jacques Chirac. Il a vu en privé hier M. Soglo avant d'inaugurer lors de cérémonies protocolaires des bouts de rue reconstruite avec l'aide financière du Canada. M. Soglo lui a remis en cadeau un gong de la cérémonie Emodjo, une cérémonie qui sert à éloigner les mauvais esprits.